Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Boisbriand

Code géographique : 73005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lisette Dussault, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2020-05-28

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Boisbriand,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE BOISBRIAND (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE BOISBRIAND au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE BOISBRIAND inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le sommaire du rapport financier, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons obtenu le rapport sommaire avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE , CPA auditrice, CA

AMYOT GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.

Saint-Jérôme, le 28 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	56 448 790	56 712 819	54 404 298
Compensations tenant lieu de taxes	2	838 047	919 250	871 996
Quotes-parts	3			
Transferts	4	937 823	1 865 642	4 579 286
Services rendus	5	3 585 161	4 366 783	4 089 466
Imposition de droits	6	2 083 000	7 293 143	2 587 079
Amendes et pénalités	7	2 062 174	1 849 472	2 014 376
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	608 952	1 047 632	810 193
Autres revenus	10	86 160	402 532	189 758
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	66 650 107	74 457 273	69 546 452
Charges				
Administration générale	14	9 780 076	9 129 177	8 501 218
Sécurité publique	15	15 437 713	15 600 424	14 478 403
Transport	16	11 935 285	11 306 621	11 472 987
Hygiène du milieu	17	14 468 292	13 949 634	13 718 823
Santé et bien-être	18		243 925	244 531
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 673 965	1 046 054	1 064 831
Loisirs et culture	20	10 871 152	10 689 210	10 358 996
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 216 454	3 118 346	3 342 774
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	67 382 937	65 083 391	63 182 563
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(732 830)	9 373 882	6 363 889
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		122 495 077	116 114 110
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			17 078
Solde redressé	28		122 495 077	116 131 188
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		131 868 959	122 495 077

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	27 183 811	22 361 310
Débiteurs (note 5)	2	15 259 657	14 078 207
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	184 613	416 841
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	621 000	456 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	43 249 081	37 312 358
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	15 341 557	13 616 818
Revenus reportés (note 12)	12	1 669 220	1 365 288
Dette à long terme (note 13)	13	96 215 307	101 763 175
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	709 070	710 996
	15	113 935 154	117 456 277
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(70 686 073)	(80 143 919)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	200 293 780	200 240 635
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	792 222	792 222
Stocks de fournitures	19	237 706	242 864
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 231 324	1 363 275
	21	202 555 032	202 638 996
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	131 868 959	122 495 077

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(732 830)	9 373 882	6 363 889
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	( )	(10 371 966)	(7 184 560)
Produit de cession	3		358 227	11 901
Amortissement	4	10 100 591	10 188 146	10 231 050
(Gain) perte sur cession	5		(227 552)	(4 082)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	10 100 591	(53 145)	3 054 309
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		5 158	(17 173)
Variation des autres actifs non financiers	10		131 951	324 472
	11		137 109	307 299
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			17 078
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	9 367 761	9 457 846	9 742 575
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(80 143 919)	(89 886 494)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(80 143 919)	(89 886 494)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(70 686 073)	(80 143 919)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 373 882	6 363 889
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 188 146	10 231 050
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3	(219 966)	(4 082)
- Redres. + réduction de valeur	4	73 233	61 318
	5	19 415 295	16 652 175
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 181 450)	(621 067)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 724 739	1 008 052
Revenus reportés	9	303 932	232 838
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(166 926)	(127 441)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 158	(17 173)
Autres actifs non financiers	13	131 951	324 472
	14	20 232 699	17 451 856
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(10 371 966)	(7 184 560)
Produit de cession	16	358 227	11 901
	17	(10 013 739)	(7 172 659)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(57 390)	(86 339)
Remboursement ou cession	19	208 799	3 289
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	151 409	(83 050)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	5 437 800	4 246 126
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 981 034)	(9 932 593)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(4 634)	(21)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(5 547 868)	(5 686 488)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 822 501	4 509 659
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	22 361 310	17 834 572
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		17 079
Solde redressé	33	22 361 310	17 851 651
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	27 183 811	22 361 310

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boisbriand est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, d'un organisme contrôlé faisant partie de son périmètre comptable et une consolidation à la valeur de consolidation pour un autre organisme faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 31,15 % pour les opérations courantes et 29,38 % pour les postes du bilan;

- Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert : consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 25 % pour les opérations courantes et pour les postes du bilan.

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Boisbriand, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs sont composés des actifs financiers et des actifs non financiers.

a) Actifs financiers

Les placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	4, 5 et 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 et 5 à 10 ans
Améliorations locatives	4, 5 et 10 ans
Autres	15 ans

D) Passifs

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Frais reportés liés à la dette à long terme
Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés
Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds de carrières et sablières sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées
La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et ses organismes contrôlés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées
À part le régime de retraite, la Ville de Boisbriand n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs(assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations constituées, avec projection des salaires. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations constituées, avec projection des salaires, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers): sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Frais de financement

Les frais de financement reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 307 124	3 194 792
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	23 876 687	19 166 518
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	27 183 811	22 361 310
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	728 698	1 034 495
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	3 918 956	1 813 009
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	285	285
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 808 295	7 522 214
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 583 220	2 574 525
Organismes municipaux	15	483 106	108 314
Autres			
- Droits de mutation	16	926 199	529 038
- Facturation diverse et amendes	17	1 539 596	1 530 822
	18	15 259 657	14 078 207
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 366 331	6 321 112
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 366 331	6 321 112
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	564 613	685 349
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	184 613	416 841
Autres placements	31		
	32	184 613	416 841
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(88 070)	(254 996)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(88 070)	(254 996)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 021 374	2 101 021
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	5 129	5 127
Régimes de retraite des élus municipaux	42	105 868	93 950
	43	2 132 371	2 200 098

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

10. Emprunts temporaires

La Ville de Boisbriand bénéficie d'une facilité de crédit d'un montant de 32 000 $.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 $ portant intérêt sur avances au taux de base moins ½ pour cent et ne comporte aucune garantie. La Régie dispose également d'une facilité de crédit de 50 000 $. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

11. Créditeurs et charges à payer

		2019	2018
Fournisseurs	47	4 261 324	3 472 763
Salaires et avantages sociaux	48	3 086 560	3 595 205
Dépôts et retenues de garantie	49	3 647 546	2 729 363
Provision pour contestations d'évaluation	50	2 862 371	2 248 638
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	9 743	9 743
Autres			
- Organismes municipaux	53	403 341	557 810
- Intérêts courus dette lg terme	54	483 366	620 318
- Gouv. Québec et entreprises	55	18 609	22 562
- Divers	56	568 697	360 416
-	57		
	58	15 341 557	13 616 818

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	1 009 723	756 449
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	344 963	398 553
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Facturation biens et services	68	314 534	210 286
-	69		
-	70		
-	71		
	72	1 669 220	1 365 288

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,85	2020	2025	73	95 570 779	101 019 183
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	15 406	30 236
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,50	1,50	2020	2027	80	640 000	720 000
					81	96 226 185	101 769 419
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(10 878)	(6 244)
					83	96 215 307	101 763 175

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets: Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets: Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme: Location-acquisition		Autres dettes à long terme: Autres		Total 2019
2020	84		92	9 464 606	100		109	95 406	117	9 560 012
2021	85		93	9 462 369	101		110	80 000	118	9 542 369
2022	86		94	9 255 782	102		111	80 000	119	9 335 782
2023	87		95	8 360 457	103		112	80 000	120	8 440 457
2024	88		96	7 489 978	104		113	80 000	121	7 569 978
2025 et +	89		97	51 537 587	105		114	240 000	122	51 777 587
	90		98	95 570 779	106		115	655 406	123	96 226 185
Intérêts et frais accessoires					107	( )			124	( )
	91		99	95 570 779	108		116	655 406	125	96 226 185

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(70 686 073)	(80 143 919)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(70 686 073)	(80 143 919)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	29 673 092	158	319 637	185		212	29 992 729
Eaux usées	131	113 980 143	159	32 511	186		213	114 012 654
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	105 090 885	160	34 390	187		214	105 125 275
Autres	133	52 297 289	161	395 635	188		215	52 692 924
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	30 903 666	163	1 126 194	190		217	32 029 860
Améliorations locatives	136	144 046	164	3 520	191		218	147 566
Véhicules	137	9 511 006	165	1 667 040	192	275 250	219	10 902 796
Ameublement et équipement de bureau	138	7 215 978	166	384 663	193	191 937	220	7 408 704
Machinerie, outillage et équipement divers	139	6 718 213	167	805 619	194	38 216	221	7 485 616
Terrains	140	10 357 380	168		195	120 600	222	10 236 780
Autres	141	758 779	169		196		223	758 779
	142	366 650 477	170	4 769 209	197	626 003	224	370 793 683
Immobilisations en cours	143	8 940 929	171	5 602 757	198		225	14 543 686
	144	375 591 406	172	10 371 966	199	626 003	226	385 337 369
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	7 341 398	173	741 561	200		227	8 082 959
Eaux usées	146	50 379 199	174	2 679 161	201		228	53 058 360
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	54 971 769	175	3 130 635	202		229	58 102 404
Autres	148	33 259 171	176	1 760 623	203		230	35 019 794
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	12 170 953	178	760 204	205		232	12 931 157
Améliorations locatives	151	78 862	179	16 049	206		233	94 911
Véhicules	152	5 122 445	180	520 925	207	265 175	234	5 378 195
Ameublement et équipement de bureau	153	6 608 613	181	209 526	208	191 937	235	6 626 202
Machinerie, outillage et équipement divers	154	4 679 651	182	369 462	209	38 216	236	5 010 897
Autres	155	738 710	183		210		237	738 710
	156	175 350 771	184	10 188 146	211	495 328	238	185 043 589
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	200 240 635					239	200 293 780
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	792 222	792 222
	253	792 222	792 222
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	792 222	792 222

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Terrain football	256	643 655	772 386
- Divers	257	157 518	206 171
-	258		
Autres			
- Frais de refinancement	259	430 151	384 718
-	260		
	261	1 231 324	1 363 275

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

La Ville est engagée, d'après des contrats de services et de location à long terme, à verser un montant total de 33 499 944 $. Les paiements minimums exigibles sont les suivants :

2020 :	8 488 913 $
2021 :	7 484 587 $
2022 :	6 385 490 $
2023 :	5 331 484 $
2024 :	4 857 681 $
2025 et années suivantes :	951 789 $

De plus, la Ville de Boisbriand a conclu une entente pour l'approvisionnement en eau potable avec la Ville de Sainte-Thérèse échéant en 2022. Le coût annuel approximatif à verser à la Ville de Sainte-Thérèse est de 1 200 000 $.

La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, faisant partie du périmètre comptable, a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de :

2020 :	196 517 $
2021 :	199 186 $
2022 :	196 681 $
2023 :	188 996 $

La Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert, faisant partie du périmètre comptable, a signé des engagements contractuels représentant pour la Ville de Boisbriand des versements minimums exigibles de :

2020 :	1 611 $
2021 :	1 086 $
2022 :	140 $

19. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2030 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 2 506 539 $ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2020 :	472 118 $
2021 :	486 282 $
2022 :	500 870 $
2023 :	515 896 $
2024 :	531 373 $

Selon l'entente liée au programme Accès Cannabis, la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, faisant partie du périmètre comptable, s'est engagée à la fourniture de services policiers en contrepartie du remboursement des salaires réels. Les revenus estimatifs pour la durée de l'entente représentent pour la Ville de Boisbriand une somme de 123 610 $ pour les 2 (deux) prochains exercices :

2020 :	68 387 $
2021 :	55 223 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Dans le cadre de ses opérations, la Régie intermunicipale du Parc du Domaine Vert, faisant partie du périmètre comptable, a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Les revenus estimatifs pour les 5 (cinq) prochains exercices représentent pour la Ville de Boisbriand une somme de 458 477 $:

2020 : 88 507 $
2021 : 90 214 $
2022 : 91 956 $
2023 : 93 733 $
2024 : 94 067 $

20. Passifs éventuels

S/O

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La Ville de Boisbriand a reçu une requête en mandamus pour émettre un certificat de conformité en lien avec l'exploitation de l'immeuble du requérant, alors que celui-ci ne peut être émis, ne respectant pas la réglementation d'urbanisme et de zonage en vigueur. Une mise en demeure préalable à une réclamation en justice d'une indemnité a été reçue. La Ville de Boisbriand ne croit pas au bien-fondé des demandes et, en conséquence, aucune provision n'a été établie.

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses autres actions et réclamations estimées à près de 3,6 M $. La plupart de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés par le Syndicat des employés de la Ville pour un montant total indéterminé. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

Pour tenir compte des directives reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et pour se conformer aux normes comptables pour le secteur public, la présentation des données consolidées 2018 ont été retraitées. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers consolidés au 31 décembre 2018 ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État consolidé des résultats au 31 décembre 2018

Transfert	1 844 $
Services rendus	434 153 $
Autres revenus d'intérêts	1 640 $
Loisirs et culture	381 129 $
Frais de financement	20 750 $

État consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018

Trésorerie et équivalents de trésorerie	197 243 $
Débiteurs	56 959 $
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	(577 338)$
Créditeurs et charges à payer	33 084 $
Revenus reportés	8 664 $
Dette à long terme	745 967 $
Immobilisations	1 109 621 $
Autres actifs non financiers	1 230 $

État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) au 31 décembre 2018

Acquisition d'immobilisations	3 469 $
Amortisssement	78 717 $

23. Données budgétaires

L'état des résultats et de l'état de variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les budgets adoptés par la Ville et les organismes faisant partie de son périmètre comptable.

24. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	54 404 298	56 448 790	56 712 819			56 712 819
Compensations tenant lieu de taxes	2	871 996	838 047	919 250			919 250
Quotes-parts	3					6 273 657	
Transferts	4	1 280 750	906 650	1 219 195		43 283	1 262 478
Services rendus	5	3 491 454	2 691 959	3 655 990		861 668	4 366 783
Imposition de droits	6	2 587 079	2 083 000	7 293 143			7 293 143
Amendes et pénalités	7	2 039 420	975 774	1 591 756		1 110 249	1 849 472
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	777 493	588 000	1 006 110		41 522	1 047 632
Autres revenus	10	52 479	79 642	316 877		46 854	363 731
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	65 504 969	64 611 862	72 715 140		8 377 233	73 815 308
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 257 133		603 164			603 164
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	117 509		38 801			38 801
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	3 374 642		641 965			641 965
	21	68 879 611	64 611 862	73 357 105		8 377 233	74 457 273
Charges							
Administration générale	22	9 130 325	9 248 798	9 497 517	484 193		9 129 177
Sécurité publique	23	13 006 020	13 743 722	13 908 840	368 382	7 568 095	15 600 424
Transport	24	7 484 297	7 939 972	7 457 750	3 848 871		11 306 621
Hygiène du milieu	25	10 072 182	10 798 978	10 252 388	3 697 246		13 949 634
Santé et bien-être	26	244 531		243 925			243 925
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 022 661	1 601 395	1 004 159	41 895		1 046 054
Loisirs et culture	28	8 552 897	8 870 009	8 800 401	1 502 013	566 435	10 689 210
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	3 242 532	3 110 092	2 958 582		159 764	3 118 346
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	9 993 111	10 100 591	9 942 600	(9 942 600)		
	33	62 748 556	65 413 557	64 066 162		8 294 294	65 083 391
Excédent (déficit) de l'exercice	34	6 131 055	(801 695)	9 290 943		82 939	9 373 882

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 131 055	(801 695)	9 290 943	82 939	9 373 882
Moins: revenus d'investissement	2	(3 374 642)	( )	(641 965)	( )	(641 965)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 756 413	(801 695)	8 648 978	82 939	8 731 917
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	9 993 111	10 100 591	9 942 600	245 546	10 188 146
Produit de cession	5	3 708		353 508	4 719	358 227
(Gain) perte sur cession	6	(3 708)		(222 833)	(4 719)	(227 552)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	9 993 111	10 100 591	10 073 275	245 546	10 318 821
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			200 671		200 671
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			7 587	4 345	11 932
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	61 318		73 233	3 783	77 016
	15	61 318		281 491	8 128	289 619
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(8 751 028)	(9 298 896)	(9 677 030)	(159 734)	(9 836 764)
	18	(8 751 028)	(9 298 896)	(9 677 030)	(159 734)	(9 836 764)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(363 798)	( )	(374 393)	(47 750)	(422 143)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 000 000		492 084	282 115	774 199
Réserves financières et fonds réservés	22	(348 963)		(46 683)		(46 683)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 094)		(6 994)	(38 890)	(45 884)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	284 145		64 014	195 475	259 489
	26	1 587 546	801 695	741 750	289 415	1 031 165
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 343 959		9 390 728	372 354	9 763 082

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	3 374 642	641 965		641 965
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(399 437)	(404 681)	( )	(404 681)
Sécurité publique	3	(1 132 388)	(310 488)	(184 937)	(495 425)
Transport	4	(1 204 479)	(2 231 675)	( )	(2 231 675)
Hygiène du milieu	5	(3 749 459)	(2 154 616)	( )	(2 154 616)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	(689 448)	( )	(689 448)
Loisirs et culture	8	(518 321)	(4 389 438)	(6 683)	(4 396 121)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(7 004 084)	(10 180 346)	(191 620)	(10 371 966)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(81 421)	(53 547)	(3 843)	(57 390)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 023 912	5 261 675		5 261 675
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	363 798	374 393	47 750	422 143
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	146 300	1 551 343		1 551 343
Excédent de fonctionnement affecté	16	87 000			
Réserves financières et fonds réservés	17	558 277	344 684		344 684
	18	1 155 375	2 270 420	47 750	2 318 170
	19	(2 906 218)	(2 701 798)	(147 713)	(2 849 511)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	468 424	(2 059 833)	(147 713)	(2 207 546)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	20 513 530	25 673 194	1 510 617	27 183 811
Débiteurs (note 5)	2	13 977 559	15 002 978	794 339	15 259 657
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	405 363	177 420	7 193	184 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	456 000	621 000		621 000
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	35 352 452	41 474 592	2 312 149	43 249 081
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 166 074	15 032 763	846 454	15 341 557
Revenus reportés (note 12)	12	1 356 624	1 655 949	13 271	1 669 220
Dette à long terme (note 13)	13	100 552 236	95 197 406	1 017 901	96 215 307
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			709 070	709 070
	15	115 074 934	111 886 118	2 586 696	113 935 154
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(79 722 482)	(70 411 526)	(274 547)	(70 686 073)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	198 447 862	198 554 933	1 738 847	200 293 780
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	792 222	792 222		792 222
Stocks de fournitures	19	242 864	237 706		237 706
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 324 635	1 202 709	28 615	1 231 324
	21	200 807 583	200 787 570	1 767 462	202 555 032
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	12 679 761	15 426 191	969 770	16 395 961
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 843 600	6 452 617	216 452	6 669 069
Réserves financières et fonds réservés	24	1 021 127	728 698	24 258	752 956
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(8 274)	(1 281)	(348 926)	(350 207)
Financement des investissements en cours	26	712 026	(1 361 525)	(118 771)	(1 480 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	104 836 861	109 131 344	750 132	109 881 476
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	121 085 101	130 376 044	1 492 915	131 868 959

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	18 185 193	17 875 399	23 263 008	21 910 276
Charges sociales	2	4 896 129	4 503 688	5 861 275	6 212 149
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	19 015 123	19 339 469	19 367 395	18 174 026
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	2 920 311	2 566 271	2 598 550	2 814 408
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		201 055	202 243	202 088
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	189 781	191 256	317 553	326 278
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	6 828 107	6 821 562	702 441	699 393
Transferts	13				
Autres	14	533 593	536 288	356 649	351 281
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	1 892 580	1 787 411	1 825 885	1 915 150
Amortissement des immobilisations	17	10 100 591	9 942 600	10 188 146	10 231 049
Autres					
- Subventions et dons	18	276 040	299 538	299 538	262 322
- Mauvaises créances	19	2 900	828	80 283	54 805
- Divers	20	573 209	797	20 425	29 338
	21	65 413 557	64 066 162	65 083 391	63 182 563

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	26	
Supportant les engagements de prêts	27	
	28	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 395 961	13 504 775
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 669 069	2 114 569
Réserves financières et fonds réservés	3	752 956	1 045 385
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(350 207)	(396 090)
Financement des investissements en cours	5	(1 480 296)	740 968
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	109 881 476	105 485 470
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	131 868 959	122 495 077
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	15 426 191	12 679 761
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	969 770	825 014
	11	16 395 961	13 504 775
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget d'immobilisations :	12		
- Bâtiments municipaux	13	3 257 000	
- Gestion du matériel roulant	14	800 000	
- Divers autres projets	15	815 000	
- Diverses affectations	16	1 580 617	1 543 600
- Budget d'opérations	17		300 000
-	18		
-	19		
-	20		
	21	6 452 617	1 843 600
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Régie intermunicip. de police	22	216 452	270 969
-	23		
-	24		
	25	216 452	270 969
	26	6 669 069	2 114 569
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	489 020	115 132
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	124 678	808 995
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42	24 258	24 258
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	115 000	97 000
-	46		
	47	752 956	1 045 385
	48	752 956	1 045 385

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(153 799)	(175 105)
Autres	52	(195 127)	(212 711)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(348 926)	(387 816)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(348 926)	(387 816)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	(1 281)	(8 274)
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(1 281)	(8 274)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80		
	81	(350 207)	(396 090)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	3 697 611	3 191 117
Investissements à financer	83	(5 177 907)	(2 450 149)
	84	(1 480 296)	740 968
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	200 293 780	200 240 635
Propriétés destinées à la revente	86	792 222	792 222
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	184 613	416 841
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	201 270 615	201 449 698
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	201 270 615	201 449 698
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(96 215 307)	(101 763 175)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(10 878)	(6 244)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 836 533	5 791 312
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	513	13 879
	98	(91 389 139)	(95 964 228)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(91 389 139)	(95 964 228)
	101	109 881 476	105 485 470

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ce résumé des dispositions du régime reflète tous les amendements au régime, jusqu'aux modifications découlant de l'article 24 de la convention collective venant à échéance le 31 décembre 2019 et adoptée le 1er octobre 2013 selon la résolution 2013-10-609 du Conseil de ville de la Ville de Boisbriand, sauf l'engagement de l'employeur à amender le régime pour bonifier la prestation de retraite de certains cadres désignés et la lettre d'entente entre la Ville et le groupe des employés cadres et cadres désignés concernant la prestation de décès et l'établissement d'un fonds de stabilisation. Ces dernières modifications sont présentées dans les derniers paragraphes de la présente description.

Retraite normale

65 ans

Retraite sans réduction de rente

Cadres* et cadres désignés :
Avant 2020 : 58 ans et 80 points**
À partir du 1er janvier 2020 : 59 ans et 84 points**
*Nonobstant ce qui précède, pour les employés cadres, l'âge de retraite facultatif est de 65 ans pour les services avant 1996
**Sujet à un maximum de 60 ans d'âge sans restriction de points pour toutes retraites prises à compter du 1er janvier 2020 par les participants actifs

Cols bleus/blancs :
62 ans

Pompiers :
60 ans

Retraite anticipée

Cadres et cadres désignés :
À compter de 55 ans mais avant 80 points, la réduction pour anticipation est de :
1/2 % par mois pour les 60 premiers mois;
1/3 % par mois pour les mois suivants
Calcul du nombre de mois d'anticipation : nombre de mois entre la retraite et 80 points, sujet à un minimum de 58 ans (84 points et sujet à un minimum de 59 ans pour le service acquis à compter du 1er janvier 2020). Nonobstant ce qui précède, le nombre de mois d'anticipation pour un employé cadre est par rapport à 65 ans pour le service avant 1996.

Cols bleus/blancs et pompiers :
À compter de 58 ans (56 ans pompiers) mais avant 62 ans (60 ans pompiers), la réduction pour anticipation est de :
1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

À compter de 55 ans mais avant 58 ans, la réduction pour anticipation est de :
i) Service antérieur au 1er janvier 2007 :
1/2 % par mois* pour les 60 premiers mois
1/3 % par mois* pour les mois suivants
*Nombre de mois entre la retraite et 65 ans
ii) Service à compter du 1er janvier 2007 :
1/3 % par mois entre la retraite et 62 ans (60 ans pompiers)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Créances de rente

Cadres et cadres désignés :
i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1996 : 2 % du salaire de l'année 2001. Pour chaque période complète de 4 mois de travail après la date de retraite facultative, l'année de référence est augmentée d'une année.
ii) Années de service reconnu après le 1er janvier 1996 : 2 % des 3 meilleurs salaires précédant la retraite.

Cols bleus/blancs et pompiers à compter du 1er janvier 2017 :
i) Années de service reconnu avant le 1er janvier 1990 : 2 % du salaire de l'année 1989
ii) Années de service reconnu entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 2006 : 2 % du salaire de l'année
iii) Années de service reconnu après le 31 décembre 2006 : 1,75 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite
De plus, le participant (sauf les pompiers qui n'y ont pas droit) reçoit une rente temporaire égale à la somme de :
a) 0,5 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2009, et
b) 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 2010
La somme de i) et ii) ne peut être inférieure à 2 % du salaire de l'année 2007 multiplié par le nombre d'années de service au 1er janvier 2007.

À compter du 1er janvier 2020, la formule de rente devient un salaire final par classe pour tous les groupes.

Prestation de cessation d'emploi

Au choix :
a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.
b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).
De plus, une indexation pré-retraite est prévue jusqu'à 55 ans selon 50 % de l'IPC pour les cols bleus, les cols blancs et les pompiers et une indexation jusqu'à l'âge de la retraite pour les cadres et cadres désignés égale à 100 % de l'IPC.

À compter du 1er janvier 2018, l'acquittement de la prestation de cessation de services se fera en proportion du degré de solvabilité sujet à un maximum de 100 % pour les participants qui opteront pour le transfert de la valeur de leurs droits à l'extérieur du régime.

Prestations de décès avant la retraite

Participation antérieure au 31 décembre 1990 :
remboursement des cotisations salariales avec intérêts et 60 % de la rente créditée
Participation postérieure au 31 décembre 1990 :
remboursement de la valeur actuarielle de la rente différée
Une rente sera offerte au conjoint du participant décédé en remplacement du transfert de la prestation de décès. Ainsi, si le conjoint opte pour le transfert de la valeur des droits, ce dernier sera acquitté en proportion du degré de solvabilité.

Règle du 50 %

En cas de cessation d'emploi, décès avant la retraite ou en cas de retraite, rente additionnelle égale à rente pourvue par l'excédent des cotisations salariales (avec intérêts) post 1990 sur 50 % de la valeur actuarielle de la rente post 1990, autres que celles ayant fait l'objet d'un rachat.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Prestations de décès après la retraite

Cadres et cadres désignés (avant le 1er janvier 2014) : 60 % réversible au conjoint. En l'absence d'un conjoint, la rente est garantie durant 180 versements.
Autres employés et cadres désignés à compter du 1er janvier 2014 : la rente est garantie durant 120 versements.

Invalidité

Crédits de rente basés sur salaire au début de l'invalidité.
Exonération des cotisations salariales sauf à compter de 2017.

Indexation annuelle - Après la retraite

Cadres et cadres désignés :
Rentes accumulées avant le 1er janvier 1990 : selon l'IPC, maximum 1 %
Rentes accumulées entre le 1er janvier 1990 et le 1er janvier 1996 :
selon l'IPC, maximum 3 %

Cols bleus/blancs :
Rentes accumulées entre le 1er janvier 2007 et le 1er janvier 2014 : 50 % de l'IPC

Cotisations

Salariales :
i) Cadres et cadres désignés : 9,0 % du salaire + 50 % de la cotisation de stabilisation à compter du 1er janvier 2014. Le partage de la cotisation de service courant débutera au 1er janvier 2020.
ii) Cols bleus/blancs :
2014 : 8,9 % de son salaire (incluant la cotisation au fonds de stabilisation)
À partir de 2015 : 50 % de la cotisation d'exercice totale, incluant la valeur de l'indexation après la retraite. La cotisation au fonds de stabilisation est incluse dans ce montant et la différence constitue la cotisation salariale de base.
iii) Pompiers : 50 % du coût de service courant du groupe incluant la cotisation de stabilisation
Patronale : solde de la cotisation d'exercice (sous réserve d'une utilisation du surplus permise par le régime et la législation) plus cotisations d'équilibre

Fonds de stabilisation - Cols bleus/blancs, cadres, cadres désignés et pompiers (à compter du 1er janvier 2017)

Un fonds de stabilisation est mis en place à compter du 1er janvier 2014. Ce fonds remplace l'indexation garantie des rentes après la retraite. Ce fonds est financé par la différence positive entre le coût du service courant avec une indexation après la retraite égale à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et le coût du service courant sans une telle indexation.
Le fonds de stabilisation et la cotisation correspondante reliée à l'indexation sont utilisés en priorité pour financer toute perte d'expérience (service à compter du 1er janvier 2014) et tout déficit (service à compter du 1er janvier 2014), le cas échéant.
L'indexation accordée par le fonds de stabilisation (service à compter du 1er janvier 2014) est sujette aux limites imposées par les législations applicables. Cette indexation est accordée selon les modalités suivantes :
L'indexation est d'abord accordée pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, aux rentes servies au cours de cette période. Le taux d'indexation effectivement accordé est égal au moindre de :

Celui obtenu en présumant l'affectation de la totalité du fonds de stabilisation à l'indexation permanente, après la retraite et pour les années postérieures à la date de l'évaluation actuarielle, des rentes créditées à compter du 1er janvier 2014;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Celui obtenu en présumant l'affectation de l'excédent du fonds de stabilisation sur la provision pour écarts défavorables à l'indexation, pour la période de trois (3) ans qui suit la date de l'évaluation actuarielle, des rentes servies au cours de cette période;

50 % de l'IPC de l'année

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :
Les dispositions du régime de retraite se trouvent dans le rapport financier de la régie.

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(254 996)	(382 437)
Charge de l'exercice	4	(2 021 374)	(2 101 021)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 188 300	2 228 462
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(88 070)	(254 996)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	69 128 151	61 764 264
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(70 906 731)	(63 986 861)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 778 580)	(2 222 597)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 690 510	1 967 601
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(88 070)	(254 996)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(88 070)	(254 996)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		61 764 264
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	(63 986 861)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	(2 222 597)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 457 317	3 616 872
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 457 317	3 616 872
Cotisations salariales des employés	21	(1 790 992)	(1 745 830)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	1 666 325	1 871 042
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	237 267	158 399
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 903 592	2 029 441
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	3 724 403	3 518 918
Rendement espéré des actifs	33	(3 606 621)	(3 447 338)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	117 782	71 580
Charge de l'exercice	35	2 021 374	2 101 021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	5 875 344	(423 595)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(3 549 590)	(3 381 405)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	2 325 754	(3 805 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(108 387)	2 692 842
Prestations versées au cours de l'exercice	40	2 523 544	2 515 683
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	69 279 151	60 027 264
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	445 000	468 500
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	4 647 438	2 965 500
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,53 %	5,67 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,67 %	5,42 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,22 %	3,24 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,24 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112		
	113		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115	5 129	5 127

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	24 214	20 477
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	81 599	69 132
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	24 269	24 818
	120	105 868	93 950

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	34 567 680	34 728 275	34 728 275	32 865 222
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	8 955 409	8 957 588	8 957 588	8 652 991
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 316 416	1 331 285	1 331 285	1 397 814
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	44 839 505	45 017 148	45 017 148	42 916 027
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10				
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	2 986 836	3 010 929	3 010 929	2 934 990
Autres					
- Transport en commun	14	1 964 868	1 981 435	1 981 435	1 939 803
- Eau et assainissement	15	5 076 825	5 192 921	5 192 921	5 017 564
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	138 000	139 305	139 305	140 811
Service de la dette	18	1 442 756	1 371 081	1 371 081	1 455 103
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	11 609 285	11 695 671	11 695 671	11 488 271
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	11 609 285	11 695 671	11 695 671	11 488 271
	27	56 448 790	56 712 819	56 712 819	54 404 298

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	69 000	88 808	88 808	71 699
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	434 300	493 089	493 089	465 987
	36	503 300	581 897	581 897	537 686
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	503 300	581 897	581 897	537 686
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	111 000	113 529	113 529	110 563
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
Taxes d'affaires	44				
	45	111 000	113 529	113 529	110 563
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50	223 747	223 824	223 824	223 747
	51	223 747	223 824	223 824	223 747
	52	838 047	919 250	919 250	871 996

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		**2019**	**2019**	**2019**	**2018**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53	2 160	9 750	9 750	
Sécurité publique					
Police	54			34 104	25 890
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56	5 108	181 309	181 309	12 528
Autres	57		48 951	48 951	6 480
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58				
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60	67 537	14 757	14 757	35 282
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69	46 717	64 554	64 554	77 163
Traitement des eaux usées	70	34 789	24 663	24 663	82 015
Réseaux d'égout	71	46 717	64 555	64 555	77 162
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	178 000	190 654	190 654	201 446
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73				
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				25 883
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84	116	70	70	407
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	19 206	43 088	44 277	92 608
Activités culturelles					
Bibliothèques	88		1 992	1 992	205 575
Autres	89	81 300	93 481	93 481	15 611
Réseau d'électricité	90				
	91	481 650	737 824	773 117	858 050

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2019**	**2019**	**2018**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92				
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				67 888
Sécurité civile	95				
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97		81 105	81 105	699 133
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		522 059	522 059	2 488 694
Réseau de distribution de l'eau potable	108				
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126				1 418
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130		603 164	603 164	3 257 133

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	425 000	481 371	481 371	450 434
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Autres	138			7 990	13 669
	139	425 000	481 371	489 361	464 103
TOTAL DES TRANSFERTS	140	906 650	1 822 359	1 865 642	4 579 286

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		**2019**	**2019**	**2019**	**2018**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143				
	144				
Sécurité publique					
Police	145	143 005	139 570	87 996	62 151
Sécurité incendie	146	159 540	660 276	660 276	172 154
Sécurité civile	147				
Autres	148		17 695	17 695	
	149	302 545	817 541	765 967	234 305
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	150				
Enlèvement de la neige	151				
Autres	152				
Transport collectif	153				
Autres	154				
	155				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	140 000	119 010	119 010	130 207
Réseau de distribution de l'eau potable	157	14 100	13 734	13 734	14 114
Traitement des eaux usées	158				
Réseaux d'égout	159	17 000	15 971	15 971	16 664
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	160				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	161				
Tri et conditionnement	162				
Autres	163				
Autres	164				
Cours d'eau	165				
Protection de l'environnement	166				
Autres	167				
	168	171 100	148 715	148 715	160 985
Santé et bien-être					
Logement social	169				
Autres	170				
	171				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	172				
Rénovation urbaine	173				
Promotion et développement économique	174				
Autres	175				
	176				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	177			11 443	9 978
Activités culturelles					
Bibliothèques	178				
Autres	179				
	180			11 443	9 978
Réseau d'électricité	181				
	182	473 645	966 256	926 125	405 268

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2019	Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	183	45 412	78 330	120 624	97 425
Évaluation	184	19 000	19 908	19 908	20 539
Autre	185	200 872	321 128	430 407	1 079 378
	186	265 284	419 366	570 939	1 197 342
Sécurité publique					
Police	187	23 000	49 143	311 520	234 709
Sécurité incendie	188	63 650	301 374	301 374	43 141
Sécurité civile	189				3 873
Autres	190				
	191	86 650	350 517	612 894	281 723
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	192				
Enlèvement de la neige	193	10 000	9 305	9 305	9 305
Autres	194	26 903	23 840	23 840	22 925
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	195	10 000	22 623	22 623	17 054
Transport adapté	196				
Transport scolaire	197				
Autres	198				
Autres	199		4 506	4 506	
	200	46 903	60 274	60 274	49 284
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201				
Réseau de distribution de l'eau potable	202				
Traitement des eaux usées	203				
Réseaux d'égout	204	250	900	900	200
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	205	91 512	136 477	136 477	103 137
Matières recyclables	206	4 000	2 694	2 694	14 560
Autres	207	4 000	5 110	5 110	5 250
Cours d'eau	208				
Protection de l'environnement	209	4 900	3 050	3 050	8 943
Autres	210	22 404	6 393	6 393	12 683
	211	127 066	154 624	154 624	144 773
Santé et bien-être					
Logement social	212				
Sécurité du revenu	213				
Autres	214				
	215				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	216				
Rénovation urbaine	217	1 034			
Promotion et développement économique	218				
Autres	219	458 367	458 370	458 370	445 019
	220	459 401	458 370	458 370	445 019
Loisirs et culture					
Activités récréatives	221	822 592	812 633	1 149 607	1 219 004
Activités culturelles					
Bibliothèques	222	20 955	26 812	26 812	23 133
Autres	223	389 463	407 138	407 138	323 920
	224	1 233 010	1 246 583	1 583 557	1 566 057
Réseau d'électricité	225				
	226	2 218 314	2 689 734	3 440 658	3 684 198
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	2 691 959	3 655 990	4 366 783	4 089 466

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228	283 000	548 978	548 978	447 967
Droits de mutation immobilière	229	1 800 000	6 744 165	6 744 165	2 139 112
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231				
	232	2 083 000	7 293 143	7 293 143	2 587 079
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	975 774	1 591 756	1 849 472	2 014 376
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	588 000	1 006 110	1 047 632	810 193
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	9 032	222 833	227 552	4 082
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		(7 587)	(7 587)	
Contributions des promoteurs	239				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242	11 828	24 931	24 931	48 771
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	58 782	115 501	157 636	136 905
	245	79 642	355 678	402 532	189 758
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 223 395	1 179 751	3 412	1 183 163	1 183 163	976 520
Greffe et application de la loi	2	1 236 848	2 008 377	299	2 008 676	1 156 143	1 217 840
Gestion financière et administrative	3	1 400 983	1 550 684	25 079	1 575 763	1 575 763	1 335 734
Évaluation	4	360 000	341 147		341 147	341 147	142 658
Gestion du personnel	5	886 151	807 545	704	808 249	808 249	824 865
Autres							
- Autres	6	4 141 421	3 610 013	454 699	4 064 712	4 064 712	4 003 601
-	7						
	8	9 248 798	9 497 517	484 193	9 981 710	9 129 177	8 501 218
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 372 103	6 365 123	1 439	6 366 562	7 689 764	7 312 123
Sécurité incendie	10	7 361 913	7 004 342	366 943	7 371 285	7 371 285	7 160 789
Sécurité civile	11	9 706	539 375		539 375	539 375	5 491
Autres	12						
	13	13 743 722	13 908 840	368 382	14 277 222	15 600 424	14 478 403
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 161 273	3 011 199	3 291 029	6 302 228	6 302 228	6 417 686
Enlèvement de la neige	15	2 288 776	2 136 559	39 382	2 175 941	2 175 941	2 123 133
Éclairage des rues	16	218 000	203 679	306 000	509 679	509 679	521 321
Circulation et stationnement	17	344 536	318 902	40 490	359 392	359 392	375 282
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 892 580	1 787 411		1 787 411	1 787 411	1 876 571
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	34 807		171 970	171 970	171 970	158 994
	22	7 939 972	7 457 750	3 848 871	11 306 621	11 306 621	11 472 987

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 564 587	1 214 135	342 114	1 556 249	1 556 249	1 782 518
Réseau de distribution de l'eau potable	24	718 960	593 898	376 836	970 734	970 734	991 767
Traitement des eaux usées	25	2 695 213	2 665 857	1 336 180	4 002 037	4 002 037	4 067 452
Réseaux d'égout	26	621 510	654 056	1 401 718	2 055 774	2 055 774	1 968 751
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 091 004	978 179		978 179	978 179	957 072
Élimination	28	724 669	715 807		715 807	715 807	700 464
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	655 352	609 690		609 690	609 690	572 634
Tri et conditionnement	30	70 727	251 087		251 087	251 087	69 877
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 204 238	1 197 537		1 197 537	1 197 537	1 121 763
Traitement	32						
Matériaux secs	33	29 735	13 201		13 201	13 201	5 533
Autres	34	125 660	287 495	6 981	294 476	294 476	111 292
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	1 141 599	917 882	71 463	989 345	989 345	1 071 294
Autres	39	155 724	153 564	161 954	315 518	315 518	298 406
	40	10 798 978	10 252 388	3 697 246	13 949 634	13 949 634	13 718 823
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41		243 925		243 925	243 925	244 531
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44		243 925		243 925	243 925	244 531
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	892 409	842 399	38 396	880 795	880 795	902 020
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	569 770	27 688		27 688	27 688	26 204
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	139 216	134 072	3 499	137 571	137 571	136 607
	52	1 601 395	1 004 159	41 895	1 046 054	1 046 054	1 064 831

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	523 222	570 545	58 312	628 857	628 857	588 170
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 013 498	1 800 801	180 675	1 981 476	1 981 476	2 059 751
Piscines, plages et ports de plaisance	55	663 030	690 951	67 510	758 461	758 461	761 705
Parcs et terrains de jeux	56	2 352 301	2 398 656	1 056 951	3 455 607	3 842 403	3 634 265
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	377 196	402 338		402 338	402 338	379 124
Autres	59	257 906	256 285		256 285	256 285	209 552
	60	6 187 153	6 119 576	1 363 448	7 483 024	7 869 820	7 632 567
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	674 241	732 902	106 857	839 759	839 759	769 346
Bibliothèques	62	1 676 272	1 618 707	31 708	1 650 415	1 650 415	1 689 466
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	332 343	329 216		329 216	329 216	267 617
	66	2 682 856	2 680 825	138 565	2 819 390	2 819 390	2 726 429
	67	8 870 009	8 800 401	1 502 013	10 302 414	10 689 210	10 358 996
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 920 311	2 767 326		2 767 326	2 797 076	3 013 292
Autres frais	70					3 717	3 204
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	(2 000)	(7 000)		(7 000)	117 782	71 580
Autres	72	191 781	198 256		198 256	199 771	254 698
	73	3 110 092	2 958 582		2 958 582	3 118 346	3 342 774
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	10 100 591	9 942 600	(9 942 600)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Boisbriand

Code géographique : 73005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	119 235	119 235	754 510
Usines de traitement de l'eau potable	2	224 405	224 405	594 917
Usines et bassins d'épuration	3	65 042	65 042	92 909
Conduites d'égout	4	666 309	666 309	2 063 226
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 662 109	1 662 109	869 886
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 428	1 428	5 958
Systèmes d'éclairage des rues	8	66 131	66 131	3 618
Aires de stationnement	9	8 348	8 348	31 703
Parcs et terrains de jeux	10	975 844	979 527	404 555
Autres infrastructures	11	1 232 006	1 232 006	109 692
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	382 075	382 075	276 603
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 283 155	3 283 155	(277 856)
Améliorations locatives	15		3 520	14 152
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	413 776	524 696	728 116
Ameublement et équipement de bureau	18	270 956	323 570	271 486
Machinerie, outillage et équipement divers	19	472 881	493 764	1 237 616
Terrains	20	336 646	336 646	
Autres	21			
	22	10 180 346	10 371 966	7 181 091

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	119 235	119 235	754 510
Usines de traitement de l'eau potable	24	224 405	224 405	594 917
Usines et bassins d'épuration	25	65 042	65 042	92 909
Conduites d'égout	26	666 309	666 309	2 063 226
Autres infrastructures	27	3 945 866	3 949 549	1 425 412
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	5 159 489	5 347 426	2 250 117
	34	10 180 346	10 371 966	7 181 091

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	823 167	13 719	698 035	138 851
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	14 846 184	288 863		15 135 047
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	79 778 956	4 959 093	9 152 093	75 585 956
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	95 448 307	5 261 675	9 850 128	90 859 854
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 321 112	176 125	1 130 906	5 366 331
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 321 112	176 125	1 130 906	5 366 331
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	6 321 112	176 125	1 130 906	5 366 331
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 321 112	176 125	1 130 906	5 366 331
	19	101 769 419	5 437 800	10 981 034	96 226 185
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	101 769 419	5 437 800	10 981 034	96 226 185

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	95 197 406
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 059 136
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	124 678
Débiteurs	9	5 333 973
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 141 936
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	92 655 955
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	1 140 090
Endettement net à long terme	17	93 796 045
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	179 622
Autres organismes	20	2 561 341
Endettement total net à long terme	21	96 537 008
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	96 537 008
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	40 809	40 709	40 709	36 581
Sécurité publique					
Police	4	6 119 121	6 119 121		
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	6 527	6 512	6 512	9 475
Santé et bien-être					
Logement social	16	240 247	239 657	239 657	240 251
Autres	17	4 279	4 268	4 268	4 280
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21	166 974	161 760	161 760	159 037
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	125 075	124 768	124 768	124 885
Activités culturelles	23	125 075	124 767	124 767	124 884
Réseau d'électricité	24				
	25	6 828 107	6 821 562	702 441	699 393

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 180 346	7 004 084
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 180 346	7 004 084

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	56,00	35,00	102 239,00	6 102 823	1 519 973	7 622 796
Professionnels	2						
Cols blancs	3	83,00	32,25	140 025,00	4 989 187	1 242 610	6 231 797
Cols bleus	4	73,00	39,75	149 930,00	5 125 813	1 276 639	6 402 452
Policiers	5						
Pompiers	6	41,00	42,00	88 172,00	1 071 653	266 907	1 338 560
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	253,00		480 366,00	17 289 476	4 306 129	21 595 605
Élus	9	9,00			585 923	197 559	783 482
	10	262,00			17 875 399	4 503 688	22 379 087

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		152 441	369 618		522 059
Réseau de distribution de l'eau potable	13	18 850		45 704		64 554
Traitement des eaux usées	14	12 331		12 332		24 663
Réseaux d'égout	15	18 850		45 705		64 555
Autres	16	1 027 099	23 683	95 746		1 146 528
	17	1 077 130	176 124	569 105		1 822 359

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	220 446	275 135
	4	220 446	275 135
Sécurité publique			
Police	5	521	667
Sécurité incendie	6	81 179	68 744
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	81 700	69 411
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	991 964	1 050 103
Enlèvement de la neige	11	1 882	3 043
Autres	12	150 756	160 592
Transport collectif	13		
Autres	14	13 065	15 585
	15	1 157 667	1 229 323
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	116 280	130 299
Réseau de distribution de l'eau potable	17	168 047	180 351
Traitement des eaux usées	18	497 323	591 725
Réseaux d'égout	19	328 134	348 950
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	20 990	22 670
Autres	25	5 016	4 234
	26	1 135 790	1 278 229
Santé et bien-être			
Logement social	27	21 431	21 642
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	21 431	21 642
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	10 831	12 329
Rénovation urbaine	32	1 509	2 901
Promotion et développement économique	33		
Autres	34	1 569	1 493
	35	13 909	16 723
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	273 459	297 782
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	2 542	3 048
Autres	38	51 638	51 239
	39	327 639	352 069
Réseau d'électricité	40		
	41	2 958 582	3 242 532

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	105 758	16 767
Conseiller, District 1	28 888	14 444
Conseiller, District 2	38 953	16 767
Conseiller, District 3	38 348	16 767
Conseiller, District 4	31 157	15 579
Conseiller, District 5	38 312	16 767
Conseiller, District 6	38 626	16 767
Conseiller, District 7	36 581	16 767
Conseiller, District 8	35 687	16 767

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**	**NON**	**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	900 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2		3 X	4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	253 274 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10	X	11	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	46 428 $		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13	X	14	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	6 744 165 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16		17 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	$		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19		20 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22	X	23	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24		25	X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :				
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:				
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26	X	27	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	128 000 $		
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29		30	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	$		
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32	X	33	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	34	177 000 $		
b) autres formes d'aide	35	$		
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019				
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36			
Facteur comparatif de 2019	37			
Valeur uniformisée	38			

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 _____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 _____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 _____

		OUI		NON
11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?	46	X	47	

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 2019-11-600

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2019-11-05

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Boisbriand

Code géographique : 73005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de
la Ville de Boisbriand,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE BOISBRIAND (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice, CA
AMYOT, GÉLINAS, S.E.N.C.R.L.
Saint-Jérôme, le 28 mai 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	56 712 819
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 177 000		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	303 248
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	177 000
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	17 292 315
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	139 305
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	39 761 447

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 543 317 100
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	3 599 342 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	3 571 329 650

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100) 14 1 , 1134 / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Boisbriand

Code géographique : 73005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	36 544 907
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	8 870 275
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 214 821
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	46 630 003
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	3 216 724
Autres		
- Transport en commun	14	1 999 620
- Eau et assainissement	15	5 194 500
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	141 000
Service de la dette	18	1 389 845
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	11 941 689
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	11 941 689
	27	58 571 692

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	99 300
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	484 000
	9	583 300
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	583 300
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	110 050
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	110 050
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	223 970
	24	223 970
	25	917 320

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Assiette d'application imposable			Taux adopté		Revenus bruts		Crédits/ Dégrèvements		Dotation à la provision		Autres ajustements		Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière															
Taxes générales															
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x	2	/100$	3									
Taxe foncière générale (taux variés)															
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	2 651 170 148	x	5	0,5634 /100$	6	14 936 693								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	256 517 803	x	8	0,5634 /100$	9	1 445 221								
Immeubles non résidentiels	10	711 768 972	x	11	/100$	12									
Immeubles industriels	13	263 229 123	x	14	/100$	15									
Terrains vagues desservis															
Immeubles non résidentiels	16		x	17	/100$	18									
Autres	19	46 338 200	x	20	1,1268 /100$	21	522 139								
Immeubles agricoles	22	15 901 300	x	23	0,4968 /100$	24	78 998								
Total						25	16 983 051	26	(25 000)	27	(620 000)	28	20 206 856	29	36 544 907
Taxes spéciales															
Service de la dette (taux unique)	30		x	31	/100$	32									
Service de la dette (taux variés)															
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	2 651 170 148	x	34	0,1342 /100$	35	3 557 870								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	256 517 803	x	37	0,1342 /100$	38	344 247								
Immeubles non résidentiels	39	711 768 972	x	40	/100$	41									
Immeubles industriels	42	263 229 123	x	43	/100$	44									
Terrains vagues desservis															
Immeubles non résidentiels	45		x	46	/100$	47									
Autres	48	46 338 200	x	49	0,2683 /100$	50	124 325								
Immeubles agricoles	51	15 901 300	x	52	0,1183 /100$	53	18 811								
Total						54	4 045 253	55	( )	56	( )	57	4 825 022	58	8 870 275

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29

Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	, $
Égout	2	, $
Eau et égout	3	225 , 00 $
Traitement des eaux usées	4	, $
Matières résiduelles	5	252 , 00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Transport en commun résidentiel	131,0000	4	
Transport en commun non résidentiel	483,0000	4	
Transport en commun industriel	1 266,0000	4	
Deuxième collecte d'ordures	175,0000	4	
Conduites d'eau et d'égout	0,0315	1	
Excédent eau et assainissement	1,1000	5	
Rejets à l'égout sanitaire charges org.	257,6000	7	257.60 kg/jour

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	58 571 692
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2		
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	620 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	25 000
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	18 181 251
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	141 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	40 894 441

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 3 944 925 546

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 1 , 0 3 6 6 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	16 360 672	7 977 165		646 464	1 789 468	87 632
De secteur	2	224 189	82 911		14 595	80 797	4 487
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	251 780	93 114		16 392	90 740	
Autres	5	2 455 271	477 648			1 304 099	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	19 291 912	8 630 838		677 451	3 265 104	92 119

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	18 542 239	11 542		45 415 182
De secteur	10	807 321	521		1 214 821
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	937 819			1 389 845
Autres	13	6 165 966	7 860		10 410 844
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	26 453 345	19 923		58 430 692

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3	X	4		5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9	X	10		11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						

```
INR: Taxe générale: <500K : 1.8086  >500K : 1.9530
     Taxe spéciale: <500K : 0.4327  >500K : 0.4673
IND: Taxe générale: <1 M :  2.2219  >1 M :  2.5374
     Taxe spéciale: <1 M :  0.5318  >1 M :  0.6073
```

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	54 389 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-03				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	67 465 751 $
7.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	8 988 457 $
8.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	2 826 691 $
9.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Organisme Boisbriand Code géographique 73005

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , LISETTE DUSSAULT , atteste que le rapport financier consolidé de Boisbriand pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-02.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Boisbriand.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Boisbriand consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Boisbriand détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-01 19:50:33

Date de transmission au Ministère : 2020/06/03

S68